

# L'austérité se poursuit pour les fonctionnaires

**D**ur dur pour les fonctionnaires, 2,5 % de baisse des effectifs annoncés à Matignon. Les syndicats CGT de la Fonction publique, de la santé et protection sociale ainsi que Sud ont réagi aux annonces du rapport de la Cour des comptes. A l'heure où ces propos étaient recueillis, le 1er ministre Jean-Marc Ayrault n'avait pas encore prononcé son discours devant les députés.

« Au lendemain des élections, on a tout de suite compris que le gouvernement allait pratiquer une politique de rigueur avec l'annonce d'une croissance faible, affirme Hélène Ohresser, secrétaire départementale de Solidaires 13. Les finances publiques vont être énormément impactées puisque 2 fonctionnaires sur 3 partant à la retraite ne seront pas remplacés, c'est à dire plus que sous le gouvernement Sarkozy. On craint aussi pour l'emploi dans les collectivités territoriales. Quant au gel des salaires, déjà la soi-disante revalorisation du Smic a donné une indication précise sur les intentions gouvernementales. On aura donc un gel des salaires pendant les cinq années à venir.

Or, la revalorisation salariale était une demande forte des syndicats et des salariés du public. C'était

un engagement du PS dans la campagne présidentielle. Nous demandions au minimum l'indexation sur l'inflation et puis des augmentations du pouvoir d'achat qui a fortement chuté depuis les 10 dernières années. On espère que la conférence sociale des 9 et 10 juillet sera un véritable lieu de discussion et d'échanges où l'on pourra faire avancer nos priorités pour l'emploi».

« Toutes les fonctions publiques d'Etat sont touchées par les mesures d'austérité, annonce An-

ne-Marie Meynard, animatrice du collectif santé et protection sociale à l'UD CGT 13. La santé va être impactée à travers la fonction publique hospitalière et la protection sociale par les organismes sociaux (sécu, Caf, CPAM, Carsat, Urssaf, Pôle emploi). C'est donc la poursuite de la réduction des effectifs déjà en cours que l'on craint. La baisse de 7 % de tous les budgets de fonctionnement auront un impact. Ces mesures aggraveront la dégradation des conditions de travail dans les organismes so-

ciaux et le service rendu aux usagers. Le 1er ministre va certainement annoncer l'abrogation de la TVA sociale mais pour sans doute recourir à une hausse généralisée de la CSG. Nous voulons mettre la priorité sur la reconquête de la protection sociale solidaire avec en matière de financement la référence au salaire socialisé et non pas à la CSG, qui est selon nous la volonté de voir transférer sur l'impôt les sources de financement de la protection sociale. C'est la voie royale à la privatisation de la sécu. On voit bien que le gouvernement risque de porter gravement atteinte à ces principes fondamentaux.

Les stocks options et l'intéressement devraient aussi être soumis à la cotisation sociale, ce qui permettrait d'accroître les recettes de la protection sociale. On reste très attachés à la retraite par répartition, on est opposés au système par capitalisation. Tout ce qui relève de la santé et de la protection sociale, y compris les oeuvres mutualistes, ne souffre pas d'une insuffisance de ressources mais de recettes insuffisantes, on est donc pour l'abrogation de l'exonération des cotisations sociales qui s'élève à 30 milliards d'euros». Pour Frédéric Larrivière, respon-

sable de la Fonction publique à l'UD CGT 13, « On n'a pas vu la Cour des comptes intervenir quand des milliards de cadeaux fiscaux et d'exonérations de cotisations sociales ont grévé le budget de l'Etat et de la sécu (172 milliards d'euros). La dette et la relance ne sont pas un problème de dépenses mais de recettes. Ils veulent serrer la vis aux collectivités sauf qu'elles sont responsables de moins de 1 % du déficit contre 70 % d'investissement public.

Une fois de plus les mêmes vieilles recettes reviennent, le gouvernement veut taper sur les fonctionnaires et leur coût pour la nation. En ce sens, il s'inscrit dans la logique des politiques libérales alors qu'elles mènent à la récession. Les fonctionnaires ayant payé un lourd tribut avec la RGPP et la Réforme de l'administration territoriale de l'Etat ne comprendraient pas qu'un nouveau gouvernement poursuive la politique de destruction massive des emplois et des services publics. Au prochain sommet social, le gouvernement joue gros s'il s'obstine à ne pas écouter ceux qui ont chassé Sarkozy ».

**PROPOS RECUEILLIS PAR PIEDAD BELMONTE**

## « Raboter le salaire des compteurs »

■ « La création du RSA inventé du temps de la gauche plurielle a aggravé la situation des Rmistes en réduisant leur prestation jusqu'à 400 euros suivant la composition familiale, dénonce Charles Hoareau (UL CGT centre-ville). Dire qu'il faut raboter une dépense comme la prime de Noël obtenue grâce à des années de lutte pour des gens qui touchent 28 fois le RSA, c'est scandaleux ! Afin d'économiser des sous, je propose qu'on rabote le salaire de ces conseillers maîtres à la Cour des comptes. Depuis des années, tous les filets de la protection sociale ont été cassés. Il n'y a

plus de fonds social de l'Assedic, l'aide sociale a été réduite comme peau de chagrin et il y a de moins en moins de chômeurs indemnisés. Si on veut faire du social, il faut augmenter les salaires et les allocations de perte d'emploi, c'est la meilleure façon de créer des emplois. Les économies sont à faire ailleurs. La France est riche, en 40 ans elle a doublé son PIB, ce n'est pas un problème de pauvreté, c'est que les riches ne payent pas leurs impôts, idem pour les grosses entreprises. Plus elles sont grosses, moins elles sont imposées par rapport aux artisans ».